

REPUBLIQUE DU BURUNDI -
PARTI KAHWANYA-FRODEHU
SECRETARIAT GENERAL

.....
BUREAU CHARGE DES QUESTIONS
POLITIQUES ET DIPLOMATIQUES.

LE MINISTRE KABUSHEMEYE ASSASSINE :

Le genocide de L'Élite , Hutu Continue

C'était samedi 11 mars 1995, vers 10h40' du matin, en face de la pharmacie vétérinaire.

Le Ministre KABUSHEMEYE Ernest a été assassiné en pleine journée. Une position militaire était pourtant présente juste en *face du magasin MAMBOLEO*, un groupe de gendarmes et de bérets rouges Ils se sont simplement contenté d'assister à cette opération Criminelle exécutée sans faille 'par leurs poussins sans échecs

Certains témoignages affirment que même un véhicule *qui* était venu à son secours aurait été mitraillé par " ces éléments de force de l'ordre".

Des camions pleins de militaires ont été tout de suite dépêchés à Bwambarangwe, Commune Natale de KABUSHEMEYE, pour mâter une éventuelle réaction de la population.

KABUSHEMEYE est mort sauvagement assassiné, il était bien *inscrit* sur la liste de ces Hutu dont la mort est programmée.

Il faisait partie de cette longue liste des Cadres Hutu à abattre absolument, publiée par un journal extrémiste dirigé par Monsieur MADIRISHA Juvénal (le CARREFOUR DES IDÉES N° 51. du 8 Mars 1995).

Feu le Ministre KABUSHEMEYE Ernest était 1^e Président du Parti Pour le Rassemblement du Peuple Burundais, membre des

Toute *Sa vie, il a lutté pour le renforcement de la Démocratie* au Burundi. son mot d'ordre "NTURENGANYWE" est à Ce Point expressif. il n'y a pas de doute, sa mort s'inscrit dans la même logique : assassiner la Démocratie.

Les ennemis de la paix et de la démocratie ne désarment *pas* , *après avoir assassiné le Président NDADAYE et ses compagnons* de lutte, ils n'ont jamais cessé d'ajouter le mal au mal. *par les troubles et les tueries de tous genres. Tout le monde en est témoin* mais personne n'agit vraiment : un plan machiavélique soigneusement concocté pour exterminer toute l'Élite Hutu du *Burundi*.

La Communauté Nationale et *Internationale en* est témoin : les crises politico-ethniques nous imposées par ces criminels qui se cachent derrière certains partis fantoches *rie sont que des prétextes pour couvrir le génocide de l'Elite Hutu,*

De la crise liée à l'élection du Dr *Jean MINANT* à la Présidence de l'Assemblée Nationale à celle liée à l'exigence de *démission du Premier,Ministre Anatole KANYMNKIKO* par son propre *Parti UPRONA, l'objectif est le même . créer le Chaos et en profiter pour tuer et rien d'autres. Pourtant, les commanditaires de toutes ces crises ont toujours déclaré haut et fort que la résolution acceptable de ces crises seraient le gage de bonne foi, et que par la suite la paix reviendrait au Burundi. Cette promesse a été faite formellement à l'endroit des 3 délégations du Conseil de Sécurité de l'ONU et de l'Union Européenne. Et pourtant, le Parti BAHWANYA-FRODEBU constant avec amertume que malgré sa bonne foi, le drame continue.*

Le Docteur *MINANI Jean* a quitté l'Assemblée Nationale. Le Premier Ministre *KANYENKIKO* s'est rangé dans les oubliettes. Le nouveau Premier Ministre *NDUWAYO* s'est installé à la Primature. *Pourtant le pauvre Hutu continua à être pourchassé de la tête à la base.*

. La même machine, le même plan : En passant par la destruction du quartier Kamenge, et d'autres quartiers où les populations Hutu se sont réfugiées, par la base extrémiste des "forces de l'ordre" qui collaborent au grand jour avec les milices animées et équipées par des extrémistes de l'opposition. Le désordre et les assassinats dans les écoles secondaires tant de Bujumbura que de l'intérieur du pays sont préparés et exécutés par les mimes milices Tutsi souvent sous l'oeil complaisant et protecteur de certains éléments des "forces de l'ordre".

LA même logique le même plan le même but :

UN GÉNOCIDE À COMPTE GOUTTES DU SOMMET A LA BASE DE TOUT CE QUI S'APPELLE HUTU.

Les centres des déplacés sont devenus de véritables camps d'entraînement militaire. Ainsi, des déplacés Tutsi appuyés par des éléments extrémiste a de l'armée et dont la gendarmerie à la solde de *BAGAZA*, des milices " Sans échec", sans défaites", "*SOJEDEM*" etc... constituent les palettes de la machine à tuer. Les cas des communes *Ruhororo, Giteranyi, Musinga, Rumonge, Butaganzwa, Muhanga, Rango, Bwambarangwe, BUSONI, GITOBE, VUMBI* etc... en sont des témoignages éloquentes.

La même machine préparé et réalisé

- *l'épuration ethnique dans l'administration de tout poste de responsabilité par tous les moyens : la séquestration, l'intimidation le soulèvement et l'assassinat ;*

Les cas les plus flagrants sont notamment :

- la révolte ethnique d'un groupe d'extrémistes Tutsi et des "milices" universitaires contre le Professeur Dr. Athanase BAKUNDA, Vice-Recteur de l'Université, sous forme de procès l'empêchant de mettre les pieds à l'Université sans peine d'être exécuté.

- la révolte ethnique et violente dans certains milieux scolaires contre plusieurs directeurs d'écoles secondaires et leurs enseignements parce-que seulement ils sont Hutu.

Le même plan guide les mêmes extrémistes : parachever la balkanisation du Burundi.

- Les troubles inventés dans les camps militaires où les militaires Hutu sont entrain d'être traumatisés et forcés à la désertion, lorsqu'ils ne sont point emprisonnés.

NON, TROP C'EST TROP, IL EST TEMPS QU'AU DELA DES DISCOURS ET DES DECLARATIONS, UNS ACTION CONCRETE SOIT FAITE.

Pour la unième fois, le Parti SAHWANYA-FRODEBU lance un cri d'alarme de la Communauté Internationale pour qu'il vienne au secours de tout ce peuple en otage.

Le Parti SAHWANYA-FRODEBU constate avec amertume que la majorité de l'opposition Burundaise n'a aucune intention de construire.

Le Parti SAHWANYA-FKODEBU dénonce publiquement cette partie de l'Opposition dont le seul programme consiste à tuer tout ce qui s'appelle Hutu et en appelle à un sursaut de la Communauté Internationale pour que des forces de sécurité internationales viennent se rendre compte de ce scandale que tout le monde dénonce mais que personne ne démantèle.

La Parti SAHWAKYA-FRODSBU Constate avec amertume que l'armée burundaise est complètement fagocitée par sorn aile extrémiste commanditée par BAGAZA et ses acolytes qui en commandent de base.

Les cas les plus flagrants étant

- Le Refus par les militaires de respecter les instructions données par le Président de la République, dont l'exemple récent est le refus de retirer certaines positions militaires du quartier Kamenge à la suite des récents massacres commis par ces mêmes militaires dans ce quartier.

La fraction extrémiste aurait menacé de se révolter si cet ordre venait d'être exécuté.

- L'entrainement au grand jour dos milices Tutsi au maniement des armes et aux exercices militaires dans les rues de Bujumbura sous la direction et l'encadrement directe du PARENA avec des anciens militaires et quelque fois même, des militaires encore en activités.

Les massacres sans nombre qui se commettent dans les Provinces Kirundo, Muyinga, Ngozi, Kayanza, dont les cadavres sont souvent même rapidement enterrés dans des fosses communes.

Pendant ce temps, seuls les Hutu sont injustement arrêtés, torturés et emprisonnés dans des conditions inhumaines, sans aucun jugement et le plus souvent par simple pointage du doigt d'un déplacé tutsi,

Pendant que les armes tonnent des nuits entières, les Hauts Cadres du FRODEBU et des Forces de Changement Démocratiques s'ils ne sont pas tués sont attaqués en pleine journée et pendant des nuits entières (alors qu'il y a couvre-feu) souvent même à l'arme lourde sans qu'aucune fois les forces de l'ordre l'en empêchent (pourvu que ce ne soit pas un Tutsi de l'opposition qui est inquiété).

Il suffit d'une simple suspicion ou simple dénonciation de présence d'une arme même lorsqu'il n'y a pas eu un seul coup de feu à Kamenge, pour que toute une armada soit déployée pour casser du l'homme ou tout ce qui lui appartient. Ces exemples sont nombreux. Malheureusement dans 111 n'en citons que 3

Kamenge I, II, III ou peut être IV, V pourquoi pas X. Ce quartier reste un exemple vivant du " 2 poids 2 mesures", un véritable retour à l'Apartheid.

L'Honorable NKANAHAMIRA D .Député, Représentant du Peuple de Muramvya, persécuté depuis le début des événements d'Octobre jusqu'à ce jour, est un autre exemple parlant. Toute la nuit du Samedi 11 Mars 1995, sa maison a été mitraillée, canardée à la grenade, mais personne n'est venue à son secours malgré les appels incessants au secours qu'il n'a cessé de lancer aux plus hautes autorités des forces de l'ordre.

- Le case de Mgr NTAMWANA Simon, Eveque de Bujumbura, qui vient d'assister à l'extermination de toute sa famille : L'un des rares qui restaient était feu KABUSHMEYE Ernest.

Pourtant les criminels Tutsi circulent librement et impunément. Ils assassinent dans la rue en pleine journée ; ils s'entraînent au grand jour dans les rues de Bujumbura et de l'intérieur, portent des armes eu vu et au au de tout le monde. Ils tirent des nuits entières, sans qu'ils soient une seule fois inquiétés.

TROP C'EST TROP. LE PARTI SAHWANYA-FRODEBU EN A ASSEZ DE CE SILENCE COMPLICE.

Le Parti SAHWANYA-FRODEBU exige au Premier Ministre de démontrer réellement qu'il n'est ni complice de ce plan génocidaire, ni tombé dans le piège fies commanditaires de ces crimes, ceux-là même qui l'ont porté à la primature.

Pour cela il faut qu'il ose immédiatement

- ordonner l'arrestation de tous ces criminels qui opèrent au grand jour, car ils sont connus. De ce faire, les assassins de KABUSHEMEYE doivent être arrêtés, jugés et condamnés en l'espace d'une semaine.

- Arrêter toutes ces milices qui portent les armes au vu et feu de tout le monde.

•- Arrêter toutes ces milices qui s'entraînent au grand jour.

- Procéder aux désarmements de toutes les milices sans exception aucune et en même temps.

- Relever de leurs fonctions tous ces officiers, Agents de l'ordre, Magistrats dont les actions partisans ont été démontrées durant l'exercice de leur fonction.

- Prendre toutes mesures susceptibles de ramener la paix et la sécurité pour un citoyen.

- Arrêter et traduire en justice tous ces journalistes qui enseignent la division et la haine ethnique, l'appel à la vindicte populaire, qui dressent des listes des personnalités à abattre comme dans le CARREFOUR DES IDEES de MADIRISHA Juvénal et surtout suspendre leurs journaux.

- Traduire immédiatement en justice ces politiciens de paille qui forment, entretiennent et entraînent les milices qui tuent des gens innocents .

De ces mots inutiles et sang suivis, nous n'en voulons plus. Pour notre part, nous avons eu à exprimer notre inquiétude sur le comportement de ce que nous avons appelé l'aile extrémiste UPRONA-PARENA, une chose est sûre, tous les quartiers pilulés de milices ethniques créés et entretenus par des politiciens de paille.

Il n'y a plus moyen d'hésiter, aujourd'hui nous affirmons haut et fort que les assassinats sélectifs qui visent des intellectuels et des populations Hutu sont l'oeuvre des milices Tutsi et des extrémistes tutsi qui se cachent dans les rangs des forces de l'ordre et de l'opposition.

Le Président du PARENA Monsieur Jean Baptiste BAGAZA, ne s'en cache plus. Plusieurs sources concordantes et dignes de foi renseignent que BAGAZA soutenu par d'autres extrémistes qui préfèrent agir à l'ombre, a mis en oeuvre un plan d'élimination systématique des intellectuels Hutu et de balkanisation ethnique du pays, il vient de terminer la distribution des armes aux milices Tutsi de Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, Ngagara et Musaga pour l'organisation des attaques massives sur les quartiers de Kamenga, Bwiza et Buyenzi et dans certains Chefs-lieu des Provinces.

Les forces de l'ordre le savent très bien et préfèrent rester complaisants. Certains même y sont actifs.

Par ailleurs, des signes évidents ont déjà montré que Jean Baptiste BAGAZA reçoit le soutien logistique (fournitures d'armes, entraînement à l'étranger des milices) de certains pays bien connus de tous.

Notons que BAGAZA n'est pas oeuil dans cette campagne machiavélique et exterminatrice. Tous ceux qui refusent le jeu démocratique dans lequel le Burundi s'est engagé depuis le 1 Juin 1993 recourent à la voie de la violence du mensonge, de la duplicité et du terrorisme pour justifier leur démarche condamnable.

Les moments du silence sont pensés, l'heure est à la dénonciation de ce plan machiavélique dont les seuls buts sont l'élimination physique de tous les intellectuels Hutu comme dans les villes et les Campagnes.

- Maintenir toujours un climat de terreur au Burundi pour intimider la Communauté Internationale afin qu'elle renonce toutes les initiatives de même de ramener la paix au Burundi (Commission d'enquête judiciaire, missions d'observations, missions de protection ou de prévention...)

- Ridiculiser la classe politique et l'intelligentsia Hutu auprès des populations pour qu'elles perdent toute confiance en eux et croient qu'elles se sont trompées en les portant au pouvoir.

- Chasser le Hutu de toutes les sources d'épanouissement intellectuel et socio-économique pour parachever le plan de génocide intellectuel qui était de rigueur sous le régime dictatorial de BAGAZA qui constituait à barrer le chemin de l'école et d'autres milieux socio-économiques à tous les enfants Hutu. Ainsi si les Hutu sont ignorants, pauvres et terrorisés, ils ne pourront plus défendre leurs droits selon le principe "PAS D'ELITE PAS D'ENNUI".

- Continuer à traquer le Hutu partout où il se trouve pour l'amener à craquer et abandonner le pouvoir aux Tutsi. Ainsi, il est traqué et terrorisé sur le lieu de travail, dans les bureaux, à l'entrée de l'école, au sein de l'école, en pleine rue, dans sa propre maison, au marché, et même à l'église.

Le PRODBBU tout en réitérant sa volonté ferme de ne rien ménager pour le retour à la sécurité et à la paix de tout le peuple burundais et toujours pacifiquement réaffirme

Que tous ces terroristes sachent que le FRODEBU ne cédera jamais au chantage et à la terreur.

Le FRODEBU ne taira plus aucun acte de violence, de terrorisme, de chantage qui se commette sur le sol burundais. Le FRODEBU est plus que jamais décidé à lutter toujours par des voies pacifiques avec toute son énergie jusqu'à ce que la paix et la sécurité soient *une réalité au Burundi*.

De plus et à l'occasion de la crise dite "KANYENKIKO", il a été porté à la connaissance de l'opinion internationale et nationale un certain nombre de recommandations qui restent encore valables;. Une analyse profonde de la crise burundaise a été faite et reste toujours d'actualité. Nous recommandons à la Communauté Nationale et Internationale de s'y référer pour mieux comprendre la situation explosive qui prévaut au Burundi.

Nous rappelons notamment que parmi les plus importantes recommandations se trouvent les points suivants

-- La Communauté Internationale doit mettre en route sans délais les mécanismes d'intervention et de protection au Burundi avec suffisamment de moyens pour maîtriser la situation, sans quoi elle sera vite dépassée par des événements comme ce fut le Cas pour le Rwanda.

-Les résolutions déjà prises par les instances internationales (envoi de mission d'observations, commission judiciaires internationales d'enquête, restructuration de l'armée, de la police et de l'appareil judiciaire etc...) doivent être mises en exécution sans délais sans quoi, la Communauté Internationale n'aura jamais d'excuse.

Malgré la situation difficile qui prévaut, le Gouvernement et toutes les forces politiques et morales du pays éprise de paix doivent se joindre pour chercher tous les soutiens nécessaires pour arrêter les commanditaires de ces actes machiavéliques. La Communauté Internationale devrait cesser de se faire des illusions : la situation explosive qui prévaut au Burundi dépasse de loin les possibilités de contrôle des pouvoirs burundais.

Les prétendus responsables burundais qui s'opposent au soutien de la Communauté internationale sous toutes nos formes sont Ceux-là les mêmes qui sont les commanditaires de cette situation explosive. Ils ne seront jamais d'accord Avec une intervention de la Communauté Internationale qui risquerait d'arrêter leur plan machiavélique.

Nous osons croire que la Communauté Internationale dépassera tous les mensonges, toutes les intimidations, toutes les duplicités et les fourberies ainsi que toutes les autres manoeuvres dilatoires utilisées par ces criminels.

si le peuple burundais et le BURUNDI appartient encore à la Communauté Internationale, il est temps que Celle-ci les libère des griffes du diable, sans quoi le peuple *sombera dans la* désespoir.



